

## **Consultation publique de l'ARCEP**

### **Bilan intermédiaire en vue d'évaluer la nécessité d'imposer des remèdes asymétriques supplémentaires sur les segments de marché du très haut débit en fibre**

#### **Réponse de l'AVICCA**

L'ARCEP a fixé, par deux décisions du 22 décembre 2009 et du 14 décembre 2010, les obligations applicables à l'ensemble des opérateurs déployant ou exploitant des boucles locales optiques FttH. Dans ses analyses des marchés de gros du haut et du très haut débit du 14 juin 2011, l'ARCEP a estimé que ces obligations, de nature symétrique, complétées par l'obligation (asymétrique) faite à France Télécom de donner accès à son génie civil, étaient suffisantes pour assurer une concurrence effective en ce qui concerne le très haut débit (FttH).

Afin de vérifier ces hypothèses, l'ARCEP a prévu une clause de rendez-vous à mi-parcours du cycle d'analyse de ces marchés. Il s'agit, sur la base de l'état de la concurrence constatée sur le segment de marché du très haut débit, et au regard de l'avancée des déploiements des opérateurs, d'analyser la nécessité d'imposer, de manière anticipée, des remèdes asymétriques supplémentaires sur les marchés de gros. Elle a, à cet effet, publié un bilan et lancé une consultation<sup>1</sup>.

Dans sa consultation, l'ARCEP indique que « ce bilan intermédiaire montre que l'état concurrentiel des segments de marché liés à la fibre n'appelle pas, à ce stade, une modification des remèdes arrêtés en 2011, que ce soit sous la forme d'une modification des obligations imposées au titre du cycle actuel des analyses de marché ou d'une anticipation du calendrier du prochain cycle ».

Cette formulation pourrait laisser croire que les conclusions de la consultation sont déjà tirées, ce qui semblerait paradoxal. L'AVICCA tient néanmoins à formuler des remarques portant notamment du point de vue « aménagement du territoire », qui fait partie des objectifs fixés par le législateur au régulateur, et non du seul « état concurrentiel ».

#### **Réglage des incitations à l'investissement et de la mutualisation**

Le cadre symétrique défini par l'ARCEP cherche à préserver une incitation à l'investissement sans créer d'éviction. A l'occasion de ce bilan intermédiaire, il est légitime de s'interroger sur les effets des règles actuelles sur deux grands aspects de ce cadre :

- la répartition entre la zone très dense et la zone moins dense
- les règles et offres de co-investissement en zone moins dense

---

<sup>1</sup> [http://www.arcep.fr/uploads/tx\\_gspublication/cp\\_clause\\_rdv\\_adm\\_4-5.pdf](http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/cp_clause_rdv_adm_4-5.pdf)

Le bilan de l'ARCEP montre en effet qu'à ce jour la dynamique de co-investissement, qui suppose un primo-investisseur et des co-investisseurs, n'a pratiquement fonctionné que sur les grands immeubles des zones très denses. On peut relever que, malgré les déclarations anciennes des opérateurs sur leurs « accords » réciproques de co-investissement, il y en ait eu si peu qu'il soit impossible d'en tirer des conclusions à ce stade. A défaut de données de l'ARCEP publiées dans le bilan intermédiaire, et en l'absence de publication de ces indications par les opérateurs eux-mêmes, les échos sur ce sujet montrent que la souscription du co-investissement ab initio est très faible (pas de souscription, ou des tranches de 5% dans la plupart des cas).

Il sera donc nécessaire de voir très rapidement, si ce cadre est favorable à l'aménagement du territoire ou bien s'il ne permet qu'un écrémage des zones très denses. En particulier :

- la délimitation d'une vaste zone très dense, où il n'y a aucune règle de complétude, doit-il être revu ? Dans cette zone, délimitée par l'ARCEP par exception au cadre général fixé par le législateur, la concurrence poussée par les infrastructures entraîne la présence de plusieurs réseaux d'opérateurs, ce qui rend difficile d'imposer la complétude à l'un d'entre eux ;
- les propositions de co-investissement des opérateurs alternatifs ou de RIP se sont le plus souvent alignées sur la structure de celle proposée par France Telecom, condition impérative fixée par cet opérateur pour éventuellement souscrire à du co-investissement. Cette structure est-elle suffisamment incitative à souscrire « a priori » ou ne favorise-t-elle pas trop un co-investissement « a posteriori » ? Au passage, on peut relever que cet alignement des offres sur celles de l'opérateur historique interroge sur l'aspect « symétrique » du cadre.

Enfin, le taux de mutualisation effectif, inférieur à 50% actuellement, est à surveiller de près. Les explications sur la faiblesse de ce taux se focalisent sur des questions opérationnelles (hétérogénéité des déploiements, lenteur et complexité des travaux sur les SI et processus...). S'il ne devait pas augmenter très rapidement, il signifierait l'existence de blocages nécessitant sans doute d'autres remèdes que les « encouragements » à ces travaux collectifs.

## **Offres activées**

Le bilan de l'ARCEP indique qu'il n'est pas nécessaire d'imposer une offre activée à France Telecom, notamment parce que le cablo-opérateur dispose d'une telle offre, souscrite par Bouygues Telecom. Cependant les déploiements à venir ne concernent pas seulement la zone câblée, en particulier pour les RIP.

D'autre part, les premières expériences des offres activées sur les RIP FTTH, montrent qu'elles sont susceptibles d'intéresser un nombre important de professionnels, marché notoirement insuffisamment concurrentiel. Elles montrent également qu'il est possible de faire émerger de nouveaux FAI, qui servent à minima de levier pour pousser les grands opérateurs en place à venir sur les réseaux d'initiative publique.

Aussi, pour correspondre aux exigences légitimes des marchés de masse, l'AVICCA demande que les offres activées fassent l'objet des travaux communs sur les systèmes d'informations et les processus opérationnels, travaux dont elles sont pour le moment exclus.

### **Opérateur de gros local versus opérateur national verticalement intégré**

Le bilan de l'ARCEP ne distingue pas particulièrement le cas de figure des réseaux d'initiative publique, qui ont des caractéristiques spécifiques :

- une économie locale, et non nationale
- une limitation à proposer une offre de gros

Ces caractéristiques limitent de façon évidente le pouvoir de négociation d'un opérateur de RIP, et/ou peuvent fausser le marché de la construction et de l'exploitation des RIP, ainsi que l'avait analysé l'Autorité de la concurrence.

Il sera très important de vérifier dans l'année à venir que ces limitations spécifiques aux RIP n'imposent pas des remèdes spécifiques eux aussi.

### **Concurrence par les infrastructures entre la boucle nationale cuivre et la boucle locale fibre**

Les opérateurs autres que France Telecom qui déploient une boucle locale fibre se trouvent en concurrence frontale avec la boucle locale existante. Or leur économie est fondamentalement différente. La diminution progressive locale du nombre des abonnés en cuivre se répercute, et donc se dilue, sur l'ensemble de la boucle locale nationale de l'opérateur historique. A titre d'exemple, ses frais d'exploitation locaux qui deviendraient prohibitifs en dessous d'un certain seuil de pénétration, sont dilués dans ses comptes nationaux, et répercutés sur l'ensemble des utilisateurs. Inversement, au démarrage, un réseau local (ce qui est le cas de tous les RIP), doit amortir ses frais d'exploitation sur sa seule économie locale. L'opérateur historique étant verticalement intégré, il dispose de pouvoirs d'arbitrage très importants pour déclencher plus ou moins de co-investissement et pour inciter ou non à la migration de ses abonnés. Ceci est particulièrement important pour les parties les moins denses du territoire, où ses parts de marché sont considérables.

Cette asymétrie flagrante d'économie entre les deux boucles locales, suivant l'opérateur qui déploie, devrait être prise en compte globalement par l'ARCEP, notamment autour des questions de l'extinction du cuivre.

De la même manière, l'opérateur historique, s'il ne souhaite pas être co-investisseur d'un réseau FTTH, peut investir sur sa boucle locale dans le même territoire (fibrage de NRA, réaménagements...) et répartir la charge de cet investissement sur son réseau national. Aussi l'AVICCA demande que l'ARCEP puisse relever de telles pratiques éventuelles sur les emprises des réseaux FTTH en construction où dont les projets sont annoncés, et édicte des règles à ce sujet.